

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 93 | 28 mars-3 avril 2022

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 158 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

## PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

**28 mars** : La police d'Istanbul a ouvert le feu sur un véhicule qui n'aurait pas respecté un avertissement d'arrêt, tuant un homme de 23 ans qui se trouvait à l'intérieur.

**1er avril** : Un tribunal de Diyarbakır a décidé d'acquitter un policier qui avait causé la mort d'un garçon de 5 ans avec un véhicule blindé qu'il conduisait.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

**28 mars** : La police a arrêté deux personnes pour leur participation aux célébrations du Newroz la semaine dernière.

**29 mars** : Le bureau du gouverneur de Van a émis une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**30 mars** : Un tribunal de Diyarbakır a condamné le dirigeant d'une ONG, Zahit Çiftkuran, à sept ans et six mois de prison pour terrorisme, pour sa participation à des événements et à des funérailles.

**30 mars** : La police d'Istanbul est intervenue dans la manifestation d'un groupe de gauche, détenant brièvement 40 personnes.

**30 mars** : La police d'Ankara est intervenue dans une manifestation ouvrière, arrêtant cinq personnes.

**30 mars** : La police d'Antalya a arrêté 10 personnes, dont deux mineurs, pour leur participation aux célébrations du Newroz. Les détenus ont été libérés le lendemain.

**31 mars** : La police d'Istanbul a brièvement détenu une personne qui manifestait pour demander la libération des prisonniers malades.

**31 mars** : La police d'Ankara est intervenue dans une manifestation ouvrière, arrêtant six personnes.

**31 mars** : La gendarmerie de Mardin a arrêté six personnes pour leur participation aux célébrations du Newroz. Les détenus ont été libérés le lendemain.

**31 mars** : La gendarmerie de Muğla est intervenue lors d'une manifestation contre le projet d'une compagnie

énergétique d'arracher des oliviers dans une zone rurale, détenant brièvement deux personnes.

**31 mars** : Le bureau du gouverneur du district d'Istanbul a interdit toutes les manifestations en plein air pour une période de 15 jours.

**1er avril** : La police d'Istanbul a arrêté une personne qui organisait une manifestation pour demander la libération d'un prisonnier malade.

**2 avril** : Le bureau du gouverneur de Mardin a émis une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

**3 avril** : La police d'Ankara est intervenue dans une manifestation contre une compagnie d'énergie, détenant brièvement huit personnes.

**3 avril** : Le bureau du gouverneur de Hakkari a émis une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**28 mars** : La police d'Istanbul a agressé physiquement la journaliste Tuba Apaydın qui couvrait la détention des personnes célébrant le Newroz.

**28 mars** : Un tribunal d'Uşak a condamné le politicien de l'opposition Muharrem İnce à 11 mois et 20 jours de prison pour avoir insulté le président dans un discours. Le tribunal a ensuite converti la peine en une amende pécuniaire.

**28 mars** : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à un reportage sur des allégations de corruption et d'inconduite impliquant des gouverneurs et des bureaucrates locaux à Gaziantep.

**29 mars** : Un rapport publié par l'Association des journalistes turcs (TGC) indique que 115 journalistes turcs ont été victimes de violences physiques et qu'un total de 241 journalistes ont comparu devant un tribunal en 2021 en Turquie. Le rapport a également révélé que trois journalistes sur cinq ont reçu des menaces au cours de leur carrière.

**29 mars** : Un groupe d'ultranationalistes à Konya a agressé physiquement les journalistes locaux Umüt Yaygır et Özcan Saraç.

**30 mars** : Les procureurs d'Istanbul émettent des mandats d'arrêt contre deux journalistes dans le cadre d'une enquête sur un groupe marxiste illégal.

**30 mars** : La police d'Istanbul a arrêté le journaliste Emre Orman dans le cadre d'une enquête.

**31 mars** : Un tribunal d'Istanbul a condamné l'écrivain Yavuz Ekinçi à un an, six mois et 22 jours de prison pour diffusion de propagande terroriste, pour ses messages sociaux et sa signature dans une déclaration.

**31 mars** : Un procureur turc a demandé à un tribunal d'Istanbul de rejeter une affaire concernant le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi et de la transférer à l'Arabie saoudite. Khashoggi, un contributeur du Washington Post connu pour ses critiques du gouvernement saoudien, a été tué à l'intérieur du consulat saoudien à Istanbul en 2018. Des groupes de défense des droits tels qu'Amnesty International et Reporters sans frontières (RSF) ont critiqué cette décision.

**1er avril** : Les procureurs d'Ankara ont déposé un nouvel acte d'accusation contre le politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş, réclamant jusqu'à 5 ans de prison pour terrorisme sur la base d'une publication sur les réseaux sociaux datant de 2013.

**1er avril** : Un tribunal d'Istanbul a infligé une amende monétaire à la journaliste Çiğdem Toker pour une chronique qu'elle a rédigée, sur plainte d'un proche du président.

**1er avril** : Les tribunaux de Diyarbakır ont décidé de bloquer l'accès aux URL utilisées par les plateformes d'information pro-kurdes Jinnews, l'agence de presse Etkin et Özgür Gelecek.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**29 mars** : Un rapport annuel publié par Amnesty International a révélé, entre autres, que le gouvernement turc n'a pas remédié aux « failles profondes du système judiciaire » en 2021.

**31 mars** : La Cour constitutionnelle n'a constaté aucune violation des droits dans les cas de deux anciens maires de partis pro-kurdes à Diyarbakır qui ont été démis de leurs fonctions et remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement en 2015 et 2016.

**1er avril** : Le Collège des juges et des procureurs a radié le juge Halil Erkeş et le procureur Osman Görgünoğlu en raison de leurs liens présumés avec le terrorisme.

## MINORITÉ KURDE

**29 mars** : La police de Van a arrêté Sinan Kaya, un cadre local du HDP. Kaya a été libéré le 31 mars.

**30 mars** : Un groupe d'étudiants kurdes à Muğla a été agressé par une foule dans ce qui semble être une attaque raciste.

**31 mars** : La Cour constitutionnelle n'a constaté aucune violation des droits dans les cas de deux anciens maires de partis pro-kurdes à Diyarbakır qui ont été démis de leurs fonctions et remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement en 2015 et 2016.

**1er avril** : Les procureurs d'Ankara ont déposé un nouvel acte d'accusation contre le politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş, réclamant jusqu'à 5 ans de prison pour terrorisme sur la base d'une publication sur les réseaux sociaux datant de 2013.

**1er avril** : Les tribunaux de Diyarbakır ont décidé de bloquer l'accès aux URL utilisées par les plateformes d'information pro-kurdes Jinnews, l'agence de presse Etkin et Özgür Gelecek.

## CONDITIONS CARCÉRALES

**28 mars** : Une détenue détenue dans une prison d'Izmir a annoncé que les femmes et les enfants de sa circonscription souffraient de surpeuplement, de maladie et de négligence.

**28 mars** : Les médias ont rapporté qu'une prison de Çorum gardait 45 détenus dans une salle de quarantaine conçue pour 20 et que certains détenus devaient dormir par terre.

**29 mars** : Şebnem Korur Fincancı, éminente défenseuse des droits de l'homme et docteur en médecine légale, a déclaré que le statut du Conseil de médecine légale (ATK) en tant que seule autorité pour déterminer si les détenus malades sont aptes à rester en prison pose un grave problème. L'ATK est sous la juridiction du ministère de la Justice et les doutes sur son indépendance et sa crédibilité se sont accrus ces

dernières années alors que de plus en plus de prisonniers gravement malades sont morts derrière les barreaux.

**30 mars** : Des rapports ont révélé qu'une prison de Yozgat maintient le détenu Seyit Mehmet Ünal à l'isolement depuis cinq ans.

**30 mars** : Une prison d'Adana a limité les temps de visite alloués aux détenus et a refusé l'hospitalisation à ceux qui refusaient de subir des fouilles buccales.

**31 mars** : La Cour européenne des droits de l'homme a jugé que la Turquie avait violé le droit au respect de la vie privée de 14 détenus en téléchargeant leur correspondance entrante et sortante sur un serveur du réseau judiciaire national.

**2 avril** : Une prison de Şanlıurfa restreint les droits des détenus aux appels vidéo.

**3 avril** : Une prison d'Istanbul a refusé de soigner le détenu malade et partiellement handicapé Özgür Sinan Menteş.

## RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

**30 mars** : Les garde-côtes grecs repoussent 12 demandeurs d'asile politiques turcs arrivés dans les îles de Chios et Samos. Les demandeurs d'asile ont été arrêtés et envoyés en prison en Turquie après avoir été repoussés.

**31 mars** : Le député de l'opposition et éminent défenseur des droits humains Ömer Faruk Gergerlioğlu a annoncé sur les réseaux sociaux qu'une famille de réfugiés syriens avait été agressée par une foule raciste et qu'un enfant avait été blessé à la suite de l'attaque.

**31 mars** : Mehdi Davud, président de la Plateforme des associations syriennes, annonce que des milliers de migrants de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak ont été expulsés illégalement de Turquie.

**31 mars** : Selon les médias, sur la base des données du ministère de l'Éducation, 35 % des 1,1 million d'enfants réfugiés syriens en Turquie ne peuvent pas aller à l'école.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**28 mars** : Les procureurs de Diyarbakır ont ordonné le prélèvement d'échantillons de sang sur 42 mineurs détenus par la police lors des célébrations du Newroz.

**28 mars** : La police d'Istanbul a agressé physiquement et verbalement et menacé trois militants de gauche qu'elle a maintenus en détention non officielle pendant quatre heures.

**28 mars** : La police d'Istanbul a agressé physiquement la journaliste Tuba Apaydın qui couvrait la détention des personnes célébrant le Newroz.

**29 mars** : Besna Daşçi, distributrice du journal Yeni Yaşam, a été verbalement menacée par des individus qui se sont présentés comme des policiers.

**30 mars** : Les gardiens d'une prison de Diyarbakır ont agressé physiquement des détenus.

**30 mars** : Un détenu nommé Ramazan Turan a été soumis à une fouille à nu dans une prison de Çorum lors d'un transfert involontaire de Diyarbakır.

**31 mars** : La gendarmerie de Batman a torturé 15 personnes qui étaient en garde à vue.

**1er avril** : Les gardiens d'une prison pour femmes d'Istanbul ont confisqué les effets personnels des détenues lors d'une perquisition de guerre. Dans la même prison, une détenue nommée Sibel Gölbaşı a reçu la visite d'agents du renseignement qui l'ont forcée à devenir une informatrice.

**3 avril** : Les gardiens d'une prison de Diyarbakır ont agressé physiquement des détenus.

**3 avril** : Mehmet Emin Çam, un détenu malade de 70 ans dans une prison de Batman, a été détenu dans une cellule pour une personne pendant 17 jours et a été contraint de rester debout pendant le décompte.